

Le Directeur général de l'OMS soutient le «traité sur la pandémie» pour contrer les futures épidémies

Page 3

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du vendredi 04 juin 2021

N°1642 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

XII ème sommet des Chefs d'Etats de l'Autorité du Bassin du Niger : Le président Roch Kaboré porté à la tête de l'organisation

Page 24



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo prévoit de rentrer chez lui le 17 juin

Page 18



AFRIQUE

Parlement panafricain : Un désaccord autour d'un processus d'élection provoque une rixe au sein de l'hémicycle

Le Parlement panafricain a dû interrompre sa session à cause d'une bagarre généralisée entre les élus et ce pour le deuxième jour d'affilée. Les députés d'Afrique australe et ceux d'Afrique de l'Ouest et centrale sont en désaccord sur l'opportunité de faire tourner la présidence du Parlement panafricain.



La procédure a déraillé alors qu'ils s'affrontent sur le mode de scrutin. Les députés d'Afrique australe réclament une présidence tournante entre les régions du continent et non un vote majoritaire



Pour mener cette fronde, l'Afrique australe a mis aux avant-postes deux figures politiques : la Zimbabwéenne Barbara Rwodzi et le Sud-Africain Julius Malema, qui ne souhaitent relire quiconque sans que la règle de la présidence tournante soit adoptée

Les membres du Parlement panafricain (PAP) ont déclaré qu'il était urgent que l'Union africaine (UA) intervienne et clarifie le processus de vote litigieux lorsqu'il s'agit d'élire les dirigeants. La procédure a été suspendue mardi pour la troisième fois après que les délégués se sont affrontés au sujet du processus d'élection d'un nouveau président. Les régions de l'Afrique de l'Ouest et du Sud se disputaient pour savoir si la présidence devait se déplacer dans les différents blocs du continent par rotation. "Hallucinantes", voici comment le site sud-africain News24 qualifie les scènes qui ont eu lieu mardi 1er juin à Midrand, la ville proche de Johannesburg où siège cette institution continentale. Dans une vidéo largement partagée, on voit cette

La suite à la page 3

SANTÉ

La suite de la page 2

assemblée solennelle sombrer dans “le chaos”. Les élus hurlent, se lèvent et se disputent pendant de longues minutes, une urne dans une vaste pagaille.

Le nouveau président du Parlement panafricain succèdera au Camerounais Roger Nkodo Dang

Il est rare que les Africains entendent parler des élus du Parlement panafricain, une institution continentale qui dépend de l’Union africaine, plutôt confidentielle. Et lorsque c’est le cas, ce n’est pas toujours pour le meilleur. Le Parlement panafricain est un organe consultatif qui fait des recommandations sur les affaires continentales. Il est financé par les contributions des États membres et des organismes donateurs. L’organe a tenu sa première réunion en 2005 dans le but d’harmoniser les lois des États membres de l’UA. Le nouveau président du Parlement panafricain succèdera au Camerounais Roger Nkodo Dang, qui a effectué deux mandats à partir de 2015. Son prédécesseur était également originaire d’Afrique de l’Ouest, l’homme politique nigérian Bethel Nnaemeka Amadi.

Pierre Oued.

Le Directeur général de l’OMS soutient le «traité sur la pandémie» pour contrer les futures épidémies

Le chef de l’Organisation mondiale de la santé a appelé à lancer rapidement des négociations mondiales pour convenir d’un traité international sur la préparation à une pandémie, dans le cadre des réformes radicales envisagées par les États membres selon Al Jazeera.

Seuls deux traités internationaux ont déjà été négociés sous les auspices de l’OMS en 73 ans d’histoire : la Convention-cadre pour la lutte antitabac en 2003 et le Règlement sanitaire international en 2005

Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l’OMS, a déclaré lundi lors de son assemblée ministérielle annuelle que l’agence des Nations Unies pour la santé était confrontée



24 chefs d’Etats en plus de l’OMS ont vivement appelé à créer un traité international sur les pandémies

La suite à la page 4

SANTÉ

La suite de la page 3



à un «sérieux défi» pour maintenir sa réponse COVID-19 au niveau actuel et nécessitait un financement durable et flexible, assure Al Jazeera. Les ministres de la Santé ont convenu ce même jour, d'étudier les recommandations de réformes ambitieuses formulées par des experts indépendants pour renforcer la capacité de l'OMS et des pays à contenir de nouveaux virus. En effet, les ministres de tous les Etats membres se sont donnés rendez-vous le 29 novembre prochain pour décider de lancer ou non des négociations sur le traité sur la pandémie, toujours selon la même source. Cependant, l'idée est de fournir une recommandation d'un traité sur la préparation et la riposte aux pandémies, ce qui permettra de renforcer l'OMS et la sécurité sanitaire mondiale ainsi que les relations entre les États membres et favoriser la coopération, selon Tedros." C'est une idée dont le temps est venu », a-t-il déclaré, selon Al Jazeera.

Seuls deux traités internationaux ont déjà été négociés sous les auspices de l'OMS en 73 ans d'histoire : la Convention-cadre pour la lutte antitabac en 2003 et le Règlement sanitaire international en 2005. Lors de l'assemblée, le Premier ministre australien Scott Morrison a déclaré qu' «Il est essentiel de renforcer la surveillance mondiale (des maladies) et de fournir à l'Organisation mondiale de la santé l'autorité et la capacité de faire ce travail important pour tous les peuples du monde». Le coronavirus a infecté plus de 170 millions de personnes et tué près de 3,6 millions, selon un décompte de l'Université Johns Hopkins. Selon les conclusions de trois panels indépendants qui ont fait un rapport à l'assemblée, les pays et les institutions n'étaient malheureusement pas assez préparés à faire face au COVID-19. Ils ont appelé à une refonte totale du système d'alarme mondial et à une OMS plus forte et plus indépendante pour aider à éviter de futures pandémies.

Pierre Oued.

NIGÉRIA

Le président Buhari menace de représailles "ceux qui veulent faire tomber" son gouvernement

Mardi 1er juin, le président nigérian, Muhammadu Buhari, a mis en garde les auteurs des actes de vandalisme et de sabotage constatés dans le pays à quelques mois des élections. Le chef d'Etat a averti ces derniers qu'ils auront bientôt « le choc de leur vie ».



Le président Muhammadu Buhari menace les auteurs d'acte de vandalisme et de sabotage dans son pays



Le président du Nigeria a déclaré qu'il n'aspire pas à un troisième mandat

Le chef de l'état s'exprimait au cours d'un briefing avec le président de la Commission électorale nationale indépendante (INEC), le professeur Mahmood Yakubu, dans le cadre d'une meilleure organisation des élections de 2023 au Nigeria. Le président a dénoncé une série d'attaques contre les installations de l'organe électoral dans tout le pays. « Je reçois des rapports de sécurité quotidiens sur les attaques, et il est très clair que ceux qui les soutiennent veulent que cette administration échoue », a déclaré le président Muhammadu Buhari, cité par le média Bénin Web tv. A l'en croire, l'insécurité au Nigéria est désormais évoquée partout dans le monde. "Tous les gens qui veulent du pouvoir, qui qu'ils soient, vous vous demandez ce qu'ils veulent vraiment. Quiconque veut la destruction du système aura bientôt le choc de sa vie.

La suite à la page 6

ETHIOPIE

La suite de la page 5

Nous leur avons donné suffisamment de temps" a menacé le président Buhari.

Le chef de l'Etat promet la sécurité des futures élections

Selon l'INEC, 42 cas d'attaques contre les bureaux de la commission électorale ont été signalées, depuis les dernières élections générales. Des attaques qui ont suscité la colère de la population qui a appelé l'administration de Buhari à faire son travail ou à démissionner. Toutefois, le président a promis de sécuriser les prochaines élections. A en croire notre source, le président Muhammadu Buhari a déclaré qu'il veillerait à ce que l'INEC soit en mesure de s'acquitter de ses fonctions « afin que personne ne dise que nous ne voulons pas y aller ou que nous voulons un troisième mandat. Il n'y aura aucune excuse pour l'échec. Nous répondrons à toutes les demandes de l'INEC ».

L'autre point majeur abordé durant le briefing est la question du troisième mandat. Le président Buhari a coupé court aux rumeurs et a rassuré ses compatriotes. Il a déclaré qu'il ne nourrit pas une telle ambition et a exclu la possibilité de briguer un troisième mandat à l'expiration de son deuxième mandat le 29 mai 2023.

Line Rose

L'Ethiopie refuse toute ingérence américaine dans la gestion du conflit au Tigré

Alors que la situation humanitaire au Tigré se dégrade, Addis Abeba répète que c›est à son pays qu›il revient de gérer la crise. Il refuse toute ingérence américaine dans la gestion de la crise au Tigré.

Le fossé s'élargit entre les Etats-Unis et l'Ethiopie, sur fond de la crise au Tigré. Et pour cause, des sanctions américaines contre Addis-Abeba, 7 mois après le début de l'offensive lancée au Tigré. Les américains dénoncent la situation humanitaire dégradante au Tigré et accusent les autorités éthiopiennes de violation des droits de l'homme . Toute chose que Addis Abeba ne digère pas. En effet, le gouvernement éthiopien refuse toute ingérence étrangère dans la crise au Tigré. «La situation humanitaire est



Une manifestation contre l'ingérence américaine en Ethiopie le 30 mai dernier

La suite à la page 7

ETHIOPIE

La suite de la page 6



La situation humanitaire reste précaire au Tigré

fondamentalement l'affaire de l'Éthiopie. C'est l'Éthiopie qui doit s'occuper de ses affaires intérieures et ce qu'on attend des autres, c'est qu'ils soutiennent l'Éthiopie afin qu'elle puisse faire face à la situation», a affirmé Dina Mufti, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, selon Africanews.

5,2 millions de personnes en détresse

Les sanctions adoptées par Washington visent des officiels éthiopiens et érythréens, critiqués pour leur rôle dans la crise au Tigré. Une décision qui n'était pas nécessaire pour le ministère des Affaires étrangères éthiopien. «L'Éthiopie chérit sa relation avec les États-Unis et estime que les sanctions ne sont pas nécessaires pour que les États-Unis fassent passer leur message dans le pays. Surtout en cette période particulière où les Éthiopiens s'apprêtent à exercer leur droit démocratique en se rendant aux urnes,» a déclaré Dina Mufti. La situation humanitaire reste critique au Nord de l'Ethiopie. Selon le Programme mondiale pour l'alimentation, 5,2 millions de personnes, soit 91% de la population du Tigré serait en besoin d'une aide alimentaire d'urgence. L'accès des personnels et convois humanitaires reste très limité, ce qui fait cruellement défaut à la population, dont une grande partie se trouve dans des zones rurales, selon plusieurs ONG. La responsabilité des autorités éthiopiennes de faciliter l'accès et le travail des organisations humanitaires pour ainsi permettre aux populations civiles du Tigré de bénéficier d'une assistance vitale est pointée du doigt.

Line Rose

Crise scolaire au Burkina Faso : La F-SYNTER pour la suspension des réformes

La Fédération des syndicats nationaux des travailleurs de l'éducation et de la recherche (F-SYNTER) a livré son analyse de la situation qui prévaut dans le milieu scolaire burkinabè au cours d'une conférence de presse tenue le samedi 29 mai 2021 à Ouagadougou. Pour Souleymane Badiel, Secrétaire général de la F-SYNTER, la suspension des réformes est la solution pour résoudre cette crise en attendant les assises nationales sur l'éducation.

La F-SYNTER a tenu à éclairer l'opinion

La suite à la page 8

La suite de la page 7



Le SG, Souleymane Badiel (au milieu) était l'orateur principal du point de presse

publique sur les origines des réformes scolaires engagées par le gouvernement et a donné sa position à cet effet.

Selon Souleymane Badiel, Secrétaire général de la F-SYNTER, les réformes initiées par le gouvernement burkinabè tirent leurs origines de l'application des programmes d'Ajustement Structurels (PAS) imposés par les institutions financières internationales depuis 1990. Pour preuve dit-il, il suffit de jeter un coup d'œil dans le rapport de la Banque mondiale intitulé « L'éducation en Afrique subsaharienne : pour une stratégie d'ajustement, de revitalisation et d'expansion » (novembre 1987). Souleymane Badiel a indiqué qu'il est écrit à la page 96 dudit rapport que « le programme d'ajustement du système éducatif et de formation comportera deux volets : diversification des sources de financement et maîtrise des coûts unitaires ». Ce qui participe, entre autres, de l'avis du syndicaliste de politiques néolibérales que le gouvernement burkinabè tente de mettre en œuvre.

Souleymane Badiel a indiqué que dès le début, la F-SYNTER a exprimé son rejet de la mesure consistant, selon elle, à supprimer les deux épreuves au choix au BEPC et à l'option de confier l'organisation du baccalauréat au ministère en charge de l'éducation nationale avec comme objectif d'en faire un diplôme de fin d'études du secondaire.

Ce qui revient, pour les admis au baccalauréat, à subir un test d'entrée aux universités publiques, selon ses explications. Pour le syndicat, le gouvernement aurait dû réaliser une étude pour montrer les avantages de la réforme décriée surtout par les élèves.

Quelle analyse faire de la gestion de la crise ?

Pour le SG de la F-SYNTER, la gestion de la crise a consisté en un matraquage médiatique avec la volonté d'imposer les réformes plutôt que de présenter un argumentaire convaincant sur le bien-fondé de ces réformes pour le système éducatif en général et les apprenants en particulier.

Par ailleurs, il a dénoncé la répression de « type fasciste » que les élèves ont subie en lieu et place de la recherche des solutions à la crise. Le refus des autorités de discuter avec des citoyens fortement mobilisés autour de leurs préoccupations, les élèves en l'occurrence, la fermeture des établissements et l'utilisation disproportionnée de la force contre les élèves entrent dans l'option d'imposer la réforme, a déclaré le SG de

La suite à la page 9

La suite de la page 8
la F-SYNTER.

La thèse de la manipulation des élèves avancée par le gouvernement est, du point de vue du SG du syndicat, la plus facile et fallacieuse qui soit.

Pour lui, la présente crise est la conséquence de l'application d'une politique anti-éducative et appelle à la suspension des réformes en cours qui engendrent, des incompréhensions en plus de la crise qu'elles ont déclenchée. Le syndicat suggère que cette question de réforme soit abordée au cours des prochaines assises nationales sur l'éducation.

Il interpelle, de ce fait, les parents d'élèves à prendre en considération les avertissements que représentent les protestations des élèves et des personnels de l'éducation contre la réforme.

Lucien Dakissaga

La CGT-B dénonce des « réformes hasardeuses dégradant la qualité de l'enseignement »



Bassolma Bazié, SG de la CGT-B

Ceci est une déclaration de la Confédération générale du travail du Burkina (CGT-B) sur la crise née des réformes dans le système des examens.

La CGT-B suit avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation au niveau du système éducatif marquée depuis mars 2021 par les manifestations des élèves sur toute l'étendue du territoire national.

Vis-à-vis de ces manifestations, nous observons deux types d'attitudes :

d'une part des attitudes de désapprobation, de condamnation venant d'individus et d'organisations qui considèrent pour la plupart que les élèves n'ont pas d'avis à donner sur les réformes du système éducatif ;

d'autre part, des attitudes de soutien aux élèves et à leurs organisations en considérant que les réformes annoncées vont contre les intérêts des élèves et des parents d'élèves.

C'est pourquoi, pour notre

La suite à la page 10

La suite de la page 9

centrale, il est nécessaire d'apprécier lesdites réformes ainsi que la gestion qui est faite de cette crise par l'autorité pour dégager une position objective.

A propos des sujets uniques de SVT et d'Histoire-Géographie

Pour le ministre OUARO et sa suite, cette réforme devrait permettre d'améliorer les taux de réussite à l'examen du BEPC ! Sans entrer dans les considérations techniques, nous disons simplement que le bon sens commande que l'administration de deux sujets au choix au lieu d'un sujet soit perçue comme plus avantageuse pour les candidats.

En outre, une réforme opérée en pleine année scolaire pour s'appliquer la même année pose de toute évidence un problème majeur de forme et même de fond puisque les élèves ne sont nullement préparés au nouveau type d'épreuve qui va leur être administré. D'ailleurs, les élèves ne demandent pas que le contenu des sujets d'examen soit revu mais que soit maintenue la possibilité qui leur a été offerte jusque-là de bénéficier de deux sujets au choix dans les épreuves de Sciences de la vie et de la terre et d'Histoire et géographie.

A l'occasion des débats, le ministre et sa suite soutiennent qu'il n'y a pas lieu de considérer l'opinion des apprenants. Faut-il leur rappeler que nous sommes au 21ème siècle et que les sciences de l'éducation, sur la base des études et recherches des spécialistes, recommandent l'implication des apprenants à tous les niveaux. Les impliquer ne signifie nullement que ce sont eux qui vont déterminer comment ils doivent être enseignés ou évalués mais qu'ils doivent être sensibilisés et consultés sur les réformes qui leur seront appliquées.

A propos du transfert de l'organisation du BAC au MENAPLN

Il s'agit là d'une mesure qui est présentée comme étant seulement administrative alors qu'elle dissimule des desseins politiques majeurs. Dans ce sens, il convient de rappeler que déjà en 1999, conformément aux instructions du Fonds Monétaire International(FMI) et de la Banque Mondiale(BM) qui dans le cadre des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) exigent de nos Etats la diminution des dépenses publiques dans les secteurs sociaux comme l'éducation, le gouvernement avait tenté une réforme du bac baptisée alors « Bac OCECOS ».

Il a fallu la résistance organisée par le SYNTER (aujourd'hui F-SYNTER) et d'autres organisations notamment d'élèves et d'étudiants pour faire échec à ladite réforme. Celle qu'envisage le gouvernement MPP s'inscrit dans cette orientation de la Banque Mondiale et vise notamment à restreindre l'accès des étudiants à l'université publique en contingentant désormais cet accès.

C'est d'ailleurs ce que le pouvoir a déjà réussi au niveau du supérieur avec le système Licence Master Doctorat (LMD) qui fait de la licence un diplôme de fin de cycle. Il en résulte qu'aujourd'hui, à peine 20% des étudiants qui obtiennent la licence peuvent accéder aux études en master.

C'est pour cette raison qu'en

La suite à la page 11

La suite de la page 10

son temps, la CGT-B et l'UAS avaient dénoncé ce LMD et exigé sa suspension. Mais comme d'habitude, le gouvernement est passé outre et a imposé ses mesures, comme le pouvoir COMPAORE l'avait fait pour d'autres mesures impopulaires telles que le passage systématique en classe supérieure au primaire (même avec des moyennes de moins de 2 sur 10), la limitation des redoublements, le système de double flux, du continuum éducatif, etc.

En faisant du baccalauréat le dernier diplôme du secondaire, le gouvernement cherche à se désengager de l'organisation des études supérieures pour les élèves qui réussissent au BAC. Son empressement à dire que rien ne changera cette année indique bien que pour les années à venir, l'accès à l'université sera contingenté et ceux qui tiennent à poursuivre leurs études devront s'adresser au privé et payer le prix qu'il faut.

Du reste, cette démarche est aussi conforme aux conclusions de la convention des universitaires et experts associés du MPP tenue du 19 au 20 août 2016 qui recommandait en outre le relèvement des frais d'inscription dans les universités publiques de 15 000 à 100 000 F CFA !

On comprend aisément alors l'inquiétude des élèves, eux qui seront les victimes directes des réformes, leur organisation et mobilisation massive sur l'ensemble du territoire, en vue de poser leurs préoccupations légitimes liées à leur avenir.

A propos de la répression et de l'existence légale de l'AESO

En lieu et place d'une recherche de solution aux problèmes que posent les élèves, le gouvernement, avec M. OUARO à la manœuvre, a opté d'organiser un passage en force en réprimant dans le sang les élèves : usage disproportionné de la violence ayant fait à ce jour un (01) décès, de nombreux blessés que les autorités et leurs supporters tentent de dissimiler et de minimiser par rapport aux dégâts matériels sur lesquels ils focalisent l'attention.

A cela, il faut ajouter la fermeture jusqu'à nouvel ordre, du Lycée Philippe Zinda KABORE par le conseil des Ministres du 24 mai 2021. Cette répression barbare n'a pas épargné les travailleurs de l'éducation qui ont, dans de nombreux établissements, été gazés jusque dans les salles de professeurs.

Les morts et blessés n'émeuvent pas en réalité le pouvoir, lui qui ne se gêne pas de féliciter les FDS pour leur ''professionnalisme'' dans la répression des élèves.

A quelles échelles de valeurs se réfèrent les autorités de ce pays soutenues activement par une association fantoche de parents d'élèves, pour considérer qu'il est « normal et professionnel » qu'un maintien de l'ordre face à des manifestations pacifiques d'élèves se solde par des morts et de nombreux blessés ? Qu'y a-t- il de plus précieux que la préservation de la vie de nos enfants ?

Au lieu de chercher à rencontrer l'AESO, alors même que le SG du MENAPLN a reçu le 29 mars 2021 la même organisation en son nom à l'issue d'une marche couverte par les organes de presse, M. OUARO a passé

La suite à la page 12

BURKINA FASO

La suite de la page 11



le temps à s'informer sur le récépissé de l'organisation. Il s'affiche comme le républicain qui, face à une crise porteuse de graves risques, se soucie d'abord de vérifier l'existence légale de l'organisation qui mobilise sur le terrain !

Ce à quoi nous assistons actuellement est très grave ! Depuis que le gouvernement MPP a eu une claire conscience de son échec face à la résolution des légitimes revendications des populations, l'utilisation de la violence policière aveugle fondée sur la négation des droits et libertés, le refus obstiné de se soumettre aux décisions de justice, le refus de nouer le dialogue avec les structures représentant ces populations, sont devenus des principes de gouvernement.

Clairement, derrière les phrases et le verbiage sur la démocratie et la « réconciliation nationale », se cache une volonté de plus en plus manifeste de fouler au pied l'Etat de droit. Avec l'assassinat des élèves sous prétexte de maintien d'ordre et sa justification publique et officielle, les citoyens doivent savoir maintenant à quoi s'en tenir avec ce régime. Il faut en tirer toutes les conséquences. C'est pourquoi la CGT-B :

dénonce la politique éducative menée dans notre pays avec ses nombreuses réformes hasardeuses dégradant la qualité de l'enseignement et rendant l'accès à l'éducation toujours plus difficile;

dénonce la violence policière et la criminalisation des luttes des populations et en l'occurrence celles des élèves, ainsi que la barbarie qui a caractérisé les interventions des FDS et la légèreté avec laquelle le pouvoir présente et gère la répression abattue sur les élèves. La relaxe des élèves arrêtés à la suite du procès du 31 mai 2021 souligne le caractère arbitraire des arrestations opérées par les CRS ;

condamne les assassinats d'élèves et la banalisation de la vie humaine ;

soutien et félicite les élèves pour leur clairvoyance, leur courage et leur détermination ;

exprime sa solidarité aux travailleurs de l'éducation, victimes collatérales des dérives répressives de la part des FDS ces derniers temps. Elle interpelle les travailleurs et plus généralement les parents d'élèves sur l'intérêt qu'ils doivent porter à la lutte des élèves et la nécessité de les soutenir.

Elle invite ses structures de base, les responsables à tous les niveaux à mener le travail de sensibilisation et de mobilisation autour de la répression contre les élèves mais aussi sur toutes les forfaitures qu'accumule le pouvoir MPP (vie chère, attaque contre les droits et

La suite à la page 13

La suite de la page 12

acquis des travailleurs, mépris des organisations syndicales, corruption, incompétence, …). Plus que jamais, nous devons appliquer le mot d'ordre de l'unité entre élèves, étudiants et travailleurs en vue :

d'exiger la cessation de la répression contre les élèves, l'identification des auteurs des tirs contre les élèves et la traduction en justice des commanditaires de la répression ;

de faire barrage à ces multiples mesures annoncées qui vont durcir davantage les conditions de vie et de travail tout en approfondissant la crise du système éducatif.

Non à la destruction du système éducatif !

Non à la violation des droits et libertés des citoyens !

Vive l'unité d'action entre élèves, étudiants et travailleurs !

Vive la CGT-B !

Unité-Solidarité-Action !

Bassolma BAZIE

Secrétaire Général Confédéral

Formation politique des jeunes
Le Centre Valère Somé pour l'innovation politique en fait sa raison d'être

Le 31 mai 2021, le Centre Valère Somé pour l'innovation politique et le développement a été inauguré à Ouagadougou, en présence des témoins et acteurs de la révolution burkinabè commencée le 4 août 1984. Une révolution qui a été le résultat de la rencontre entre un génie militaire, Thomas Sankara en l'occurrence, et un génie civil, à savoir Valère Somé, selon des témoins. Le Centre qui porte son nom est dirigé par le journaliste et directeur de publication du journal Bendré, Inoussa Ouédraogo et va s'employer à former les futurs Hommes d'Etat du Burkina, conformément aux souhaits du regretté Valère Somé, révolutionnaire bon teint.

Valère Somé, homme politique de gauche, révolutionnaire accompli, fidèle parmi les fidèles du capitaine président révolutionnaire Thomas Sankara, est présenté, à l'inauguration du Centre qui porte son nom, comme un géant de la pensée politique africaine par Guy Yogo, un de ses anciens camarades, témoin vivant de la révolution d'août 1984. Un amoureux de la culture idéologique intellectuelle, ajoute-t-il, avant de s'interroger sur la production intellectuelle des jeunes d'aujourd'hui quand il pense à Dr Valère Somé qui a théorisé et formé une pépinière de la révolution, en puisant non pas seulement dans la révolution, mais aussi et surtout dans les théories marxistes-léninistes, creuset de la théorie de Valère Somé, témoigne-t-il, mentionnant au passage que Valère était un écrivain chercheur, anthropologue, homme très sensible à la souffrance humaine qui s'est donné

La suite à la page 14

La suite de la page 13



Coupure du ruban marquant l'inauguration officielle du centre, suivie de la visite des locaux

intellectuellement à son pays. Le projet du Centre qui porte son nom a été mûri avec lui de son vivant, confie le témoin qui a indiqué que Valère a souhaité ouvrir un centre pour former les futurs hommes d'Etat qui sortiront de la jeunesse. Le Directeur exécutif du Centre Valère Somé pour l'innovation politique, Inoussa Ouédraogo, est l'un de ceux qui ont pu échanger avec Valère Somé aux derniers moments avant sa mort le 30 mai 2017 à Paris en France. C'est du moins ce qu'a confié le jeune directeur exécutif du centre à la cérémonie d'inauguration. "Il a souffert moins de la maladie que de l'abandon des amis", déplore-t-il. Il présente le regretté comme la synthèse de plusieurs hommes d'Etat comme Joseph Ki-Zerbo, Modibo Kéita, Thomas Sankara et plus.

Bientôt un symposium sur l'héritage de la révolution

Selon Inoussa Ouédraogo, des sommités du monde de la recherche, en philosophie, Sociologie, Droit , Histoire et en politique sont engagés à accompagner le Centre pour la formation des jeunes. Dr Bassirou Sanogo, membre du Comité d'orientation du Centre, a soutenu que la jeune génération a perdu en termes de savoirs politiques, de patrimoine politique à livrer à l'humanité. Cela semble être, pour lui, le résultat d'une dépolitisation des consciences chez les jeunes pendant longtemps. Ce qui fonde donc une forte attente vis-à-vis du Centre dans le sens d'apprendre notamment de ce qui reste des révolutionnaires. Armand Ouali,, Conseiller du président du Faso, un autre témoin de la génération de Valère Somé dit de l'homme qui avait une colère homérique et sa vie est indissociable de celle du président Thomas Sankara. Un symposium national sur l'héritage de la révolution d'août 94 dans les mois à venir, selon les confidences du directeur exécutif du Centre. La coupure du ruban a marqué la fin de la cérémonie d'inauguration du Centre Valère Somé pour l'innovation politique, situé au quartier Karpala à un jet de pierre du SIAO.

Lonsani SANOGO

BURKINA FASO

Les activités parlementaires de la première session de l'année 2021, jugées satisfaisantes par le groupe parlementaire MPP

Le groupe parlementaire MPP a organisé le mardi 01 juin 2021 à Ouagadougou, une conférence de presse. Face aux hommes de médias, les parlementaires du MPP ont présenté un bilan succinct de leurs activités parlementaires au cours de la première session de l'année 2021 qui vient de s'achever. Lesquelles ont été jugées satisfaisantes.



"Au terme de cette session parlementaire, ce sont au total 30 lois qui ont été adoptées" a indiqué Ousman Tapsoba, président du groupe parlementaire MPP



Une vue des journalistes présents à la conférence de presse

La première session ordinaire de l'année 2021 de l'Assemblée Nationale a débuté le mercredi 03 mars 2021 et s'est clos le vendredi 28 mai 2021. "Au terme de cette session parlementaire, ce sont au total 30 lois qui ont été adoptées dont 20 lois portant sur des accords de ratifications et 10 lois ordinaires" s'est félicité Alexandre Siguian Ousman Tapsoba, président du groupe parlementaire MPP, tout en ajoutant que '4 résolutions ont été adoptées et sont relatives à la validation des mandats des députés et à l'élection de juges parlementaires".

Ousmane Tapsoba s'est ému que "le cumul des montants des lois portant ratification se chiffre à plus de 900 milliards de FCFA", car dit-il, "c'est un gain important pour la satisfaction des besoins de la population en terme

La suite à la page 16

La suite de la page 15



La population sont invitées à maintenir le cap par rapport à la résilience développée face aux terroristes

de sécurité, d'éducation, d'électrification, de construction de routes, d'adduction d'eau potable et d'assainissement".

Le groupe parlementaire MPP a notamment apprécié le passage du Premier Ministre Christophe Marie Joseph Dabire, le 20 mai dernier à l'hémicycle pour livrer son discours sur la situation de la nation. "Notre groupe tient à saluer ici la clarté de sa déclaration qui a fait un diagnostic sans complaisance de la situation nationale", a indiqué le président du groupe parlementaire MPP.

Sur la question des manifestations des élèves contre les réformes dans le système éducatif, le groupe parlementaire a déploré et condamné "les actes de vandalisme et d'incivisme qui ont été perpétrés" et appelle "les acteurs du monde éducatif à privilégier le dialogue et la concertation afin de trouver les voies et les moyens adéquats pour juguler la crise afin que l'année scolaire puisse se terminer dans les meilleures conditions". En ce qui concerne la situation sécuritaire, le MPP salue "l'action des forces de défense et de sécurité ainsi que celle des volontaires pour la défense de la patrie sur les théâtres des opérations contre les terroristes", tout en invitant la population à maintenir le cap par rapport à la résilience développée face aux terroristes.

En rappel, les lois votés sont entre autres la loi portant régime de sécurité sociale applicable aux agents publics de l'Etat au Burkina Faso, la loi portant prorogation du mandat des conseils municipaux et régionaux des communes et régions du Burkina Faso, la loi de finances rectificatives de la loi de finances initiale pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2021, la loi de ratification pour le financement partiel du projet de promotion de la finance inclusive pour l'accès des populations à faibles revenus aux services financiers au Burkina Faso (PPFIB).

L.TIENDREBEOGO et R. BADO

CENTRAFRIQUE

La Centrafrique présente ses excuses au Tchad après l'attaque d'un poste frontalier

La Centrafrique a condamné « fermement » l'attaque par son armée d'un poste frontalier en territoire tchadien qui a causé, dimanche 30 mai, la mort de six soldats tchadiens. (Image d'illustration) © AFP/ FLORENT VERGNES



Deux jours après l'attaque d'un poste frontalier par l'armée centrafricaine, Bangui joue l'apaisement. Selon RFI, Une délégation conduite par la ministre des Affaires étrangères, Sylvie Baïpo Temon, a été reçue, mardi 1er juin, à N'djamena par le président du Conseil militaire de transition et les deux pays ont convenu de la mise en place d'une commission d'enquête internationale pour clarifier les circonstances de cette attaque.

La Centrafrique a condamné « fermement » l›attaque par son armée d'un poste frontalier en territoire tchadien qui a causé, dimanche 30 mai 2021, la mort de six soldats tchadiens, dont cinq « enlevés et exécutés ». Les deux parties « ont souligné l'urgence d'élucider les circonstances dans lesquelles cette attaque a été opérée », selon un communiqué conjoint. La délégation centrafricaine a été reçue aussitôt après son arrivée par le président du Conseil militaire de transition à qui elle a remis un message. Ensuite, les deux délégations composées des ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de la Sécurité ont eu une séance de travail, rapporte le correspondant de RFI à N'djamena.

En plus des excuses présentées par la délégation centrafricaine, les deux pays « ont convenu de la mise en place d'une commission d'enquête internationale indépendante et impartiale » composée des Nations unies et des organisations régionales qui se déploiera sur le terrain pour établir les faits et déposer un rapport qui situera les responsabilités. Selon des observateurs, Bangui, qui joue profil bas depuis l'attaque de dimanche, a réussi à faire tomber le thermomètre, surtout que N'djamena n'était même pas disposé à accueillir la délégation centrafricaine. Il a fallu la médiation de pays amis pour que le Tchad privilégie la voie diplomatique. Denis Sassou Nguesso, le président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale par exemple, avait appelé dans un communiqué «à la retenue et à l'apaisement, afin de conjurer, précisait le chef de l'Etat congolais, toute escalade aux conséquences dangereuses et retrouver un climat de confiance fraternelle».

Oumou Konaté

CÔTE D'IVOIRE

Laurent Gbagbo prévoit de rentrer chez lui le 17 juin

L'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo prévoit de rentrer chez lui le 17 juin après son acquittement des accusations de crimes contre l'humanité devant la Cour pénale internationale (CPI), selon son parti.



L'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo comparaît devant la Cour pénale internationale de La Haye, Pays-Bas



L'ancien président ivoirien rentrera dans son pays le 17 juin après dix ans d'absence

Le secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI) Assoa Adou a annoncé lundi 1er juin 2021, la date du retour de Gbagbo, devant une foule venue fêter l'anniversaire de l'ancien président à Abidjan.«Je vous annonce que le retour du président Laurent Gbagbo sur la terre de Côte d'Ivoire est prévu pour le 17 juin», a déclaré à l'AFP, M. Adou. Laurent Gbagbo a été arrêté en avril 2011 et détenu dans le nord de la Côte d'Ivoire avant d'être transféré à la CPI. Depuis son acquittement en mars de crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale (CPI), ce retour de l'ex-président ivoirien était attendu avec de plus en plus d'impatience par ses partisans.«C'est un fils de Côte d'Ivoire qui revient après 10 ans passés à l'extérieur dans des conditions inéquitables», a déclaré à la presse Léon

La suite à la page 19

La suite de la page 18

Emmanuel Monnet, qui dirige un comité organisant son retour.«Nous ferons tout notre possible pour que le retour du président Gbagbo se fasse dans la paix et pour la réconciliation.», a-t-il ajouté.

Conditions réunies

Le retour de Gbagbo pourrait encore être compliqué par une peine exceptionnelle de 20 ans qui lui a été infligée par contumace en novembre 2019 par un tribunal ivoirien pour détournement de fonds de la banque centrale régionale. Début mai, le ministre de la Réconciliation nationale, Kouadio Konan Bertin, avait annoncé que la date du retour de l'ancien chef de l'État serait annoncée quand tout serait «prêt» pour l'accueillir, notamment en matière de sécurité.Selon l'AFP,des négociations sur les conditions de ce retour ont eu lieu ces dernières semaines entre le parti de M. Gbagbo et le gouvernement, qui veut éviter tout débordement au moment de l'accueil que souhaitent lui réserver à Abidjan ses partisans par milliers. Au nom de la «réconciliation nationale», les autorités avaient octroyé, fin 2020, à Laurent Gbagbo deux passeports, un ordinaire et un diplomatique, et l'intéressé avait alors exprimé son souhait de rentrer dès décembre.La crise post-électorale avait provoqué une crise violente qui a fait quelque 3 000 morts, selon l'ONU .

K.Fiakofi

Génocide namibien: Les représentants des tribus victimes rejettent l'accord de réparation de l'Allemagne



Alors que les autorités allemandes venaient de se prononcer en faveur d'une réparation du génocide commis par les colons allemands lors de la colonisation, un groupe de chefs traditionnels représentant les tribus Herero et Nama de Namibie vient de rejeter l'offre faite par l'Allemagne la semaine dernière.

Un groupe de chefs traditionnels représentant les tribus Herero et Nama de Namibie a rejeté l'offre faite la semaine dernière par l'Allemagne de payer des réparations à la Namibie pour le génocide qui avait fait environ 75.000 morts il y a plus d'un siècle,

La suite à la page 20

La suite de la page 19

selon le Journal de Bangui.

Le gouvernement allemand s'est engagé la semaine dernière à verser 1,1 milliard d'euros (environ 1,2 milliard de dollars) au cours des 30 prochaines années en compensation aux victimes du génocide de 1904-1908 sur les Nama et Herero, en finançant des projets sociaux au profit des descendants des survivants.

Dans le cadre de cet arrangement, selon les informations rapportées par nos confrères du Journal de Bangui, les autorités berlinoises devraient financer des projets d'infrastructures, de soins de santé et de formation en Namibie, afin de s'excuser du génocide sous le régime colonial allemand.

Cependant, le Conseil des chefs de Namibie a rejeté lundi l'offre allemande, exhortant le gouvernement du président Hage Geingob à renégocier l'accord car le montant n'était pas directement lié à l'ampleur des réparations.

Les chefs traditionnels ont estimé que le montant offert était une «insulte», comparé aux réparations payées aux Juifs par le régime nazi après la Seconde guerre mondiale, a indiqué notre source.

"C'est pathétique. C'est très impossible de donner une telle somme d'argent. '', explique Anton Alpheurs Kuhlmann, un manifestant namibien.

Le gouvernement allemand aurait versé plus de 71 milliards d'euros de pensions et de prestations sociales aux Juifs depuis 1952. Les chefs namibiens veulent des réparations d'au moins 580 millions de dollars US versées sur 40 ans. Le gouvernement namibien ne s'est pas encore prononcé sur cette affaire.

Les négociations sur les excuses ont commencé en 2015, et en 2018, l'Allemagne a rendu les ossements des membres des tribus Herero et Nama, la ministre de la politique culturelle internationale Michelle Muentefering demandant "le pardon du fond du cœur".

Lucien Dakissaga

Eruption du volcan Nyiragongo en RDC : Médecins sans frontières craint une flambée de choléra dans les sites de déplacés

« Le risque est élevé dans cette zone où le choléra est déjà endémique», a déclaré à l'AFP Magali Roudaut, cheffe de mission pour Médecins sans frontières (MSF) en RDC.

L'organisation Médecins sans frontières (MSF) a dit dimanche craindre une flambée de choléra dans les sites de déplacés qui ont fui le volcan Nyiragongo, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), et a appelé à la mobilisation pour leur « assistance immédiate ». « Avec des populations qui

La suite à la page 21

La suite de la page 20



Des rescapés de Goma se rassemblent dans un point de distribution de nourriture à Sake, à quelque 25 km à l'ouest de Goma, où elles ont trouvé refuge

bougent, ce serait une catastrophe », a-t-elle mis en garde. Près de 400.000 personnes ont fui le 27 mai 2021 la ville de Goma, menacée par une nouvelle éruption du Nyiragongo, après avoir reçu l'ordre des autorités d'évacuer. Dans la panique et le chaos, les habitants se sont précipités sur les routes, en particulier vers la localité de Saké, à une trentaine de kilomètres au nord-ouest, de même que vers Rutshuru au nord, et vers Minova dans la province voisine du Sud-Kivu. Il faut noter qu'à Saké, MSF intervient depuis plusieurs années contre un choléra déjà endémique, « on parle de 100.000 à 180.000 personnes, en plus d'une population normale de 70.000 habitants, on imagine la difficulté d'accueillir cet afflux », a expliqué Mme Roudaut. « Le gros problème est l'accès à l'eau, il est essentiel qu'il y ait de l'eau potable à disposition pour ces populations », a-t-elle insisté. MSF s'est « tout de suite mobilisé », notamment sur cette question de l'eau, en mettant à disposition des réservoirs et en faisant de la distribution par camion-citerne. Selon la cheffe de mission de MSF, les besoins sont « urgents et nombreux »: « nourritures, shelter (abris) temporaires, aide médicale… cette crise demande une assistance et une mobilisation immédiate ».

Oumou Konaté

Les évêques du Sénégal rejettent l'homosexualité et dénoncent la pédophilie

Les évêques du Sénégal réunis au sein de la Conférence épiscopale du Sénégal, de la Mauritanie, du Cap-Vert et de la Guinée-Bissau ont réitéré le vendredi 28 mai 2021, leur opposition à l'homosexualité, a indiqué laviesenegalaise.com. C'était à la fin de leur deuxième session ordinaire de l'année pastorale 2020-2021.

La position de l'Eglise sur l'homosexualité se base sur la Révélation, a précisé l'archevêque de Dakar, Mgr Benjamin Ndiaye, cité par notre source, tout en affirmant que "les évêques réitèrent leur déclaration de Thiès faite en novembre 2019 pour rejeter l'homosexualité et dénoncer la pédophilie qui sont contraires à nos valeurs".

La suite à la page 22

SÉNÉGAL

La suite de la page 21



“Les évêques rejettent l’homosexualité et dénoncent la pédophilie qui sont contraires à leurs valeurs” a affirmé Mgr Benjamin Ndiaye, archevêque de Dakar



“ Dieu a créé l’homme et la femme, ils sont complémentaires et différents, et nous n’entendons pas nous faire imposer une autre opinion” a soutenu Benjamin Ndiaye

“Nousavonsunenseignement positif, c’est de dire que Dieu a créé l’homme et la femme. Ils sont complémentaires et différents, et nous n’entendons pas nous faire imposer une autre opinion, ni dans le sens d’une répression de justicier ni dans le sens d’une permission qui irait contre nos convictions” a soutenu Benjamin Ndiaye, selon laviesenegalaise.com , ajoutant que ‘’à l’origine, Dieu créa l’homme et la femme et leur dit : “Soyez féconds et remplissez la Terre”. Tel est, dit-il, l’ordre voulu par le Tout-Puissant et les évêques n’entendent guère y déroger. ‘’C’est comme cela que la vie a été organisée par le Créateur”, a insisté l’archevêque de Dakar.

“Nous n’entendons pas nous faire dicter par qui que ce soit une autre orientation, parce que cette orientation nous la tenons de la Révélation. Le fait que Dieu créa l’homme et la femme dans son but à Lui, c’est pour que l’homme puisse, en union avec la femme, donner des enfants”, a-t-il argué, selon laviesenegalaise.com.

En ce qui concerne l’homosexualité, Mgr Benjamin Ndiaye, selon notre source, a affirmé que “l’Eglise ne veut pas être le juge” des personnes et a souligné que “nous ne sommes pas un tribunal de Dieu pour dire qui mérite d’être mis en enfer et qui mérite d’être brûlé ou égorgé. Cela n’est pas de notre ressort”.

Les évêques, qui ont célébré à l’occasion, le jubilé de leur lettre pastorale ‘’Bâtir ensemble un Sénégal de Justice et de paix’’, parue il y a un plus de vingt-cinq ans, ont également exhorté les acteurs sociaux et politiques à ‘’privilégier le dialogue dans la vérité, pour une paix durable et un développement humain intégral’’.

En rappel, la deuxième session ordinaire de l’année pastorale au Sénégal, est traditionnellement organisée au lendemain du pèlerinage marial de Popenguine, qui ne s’est pas tenu depuis deux ans en raison de la pandémie de coronavirus.

Leylatou TIENDREBEOGO

MAROC

Crise diplomatique Maroc- Espagne : Le chef du Polisario laissé libre à l'issue de son audition en Espagne

Le mardi 1er juin, le juge de l'Audiencia nacional, la plus haute juridiction espagnole, Santiago Pedraz, a rejeté toutes les mesures conservatoires demandées à l'encontre du chef du Polisario Brahim Ghali, accusé de tortures, de crimes de génocide, de détention illégale et de disparitions.

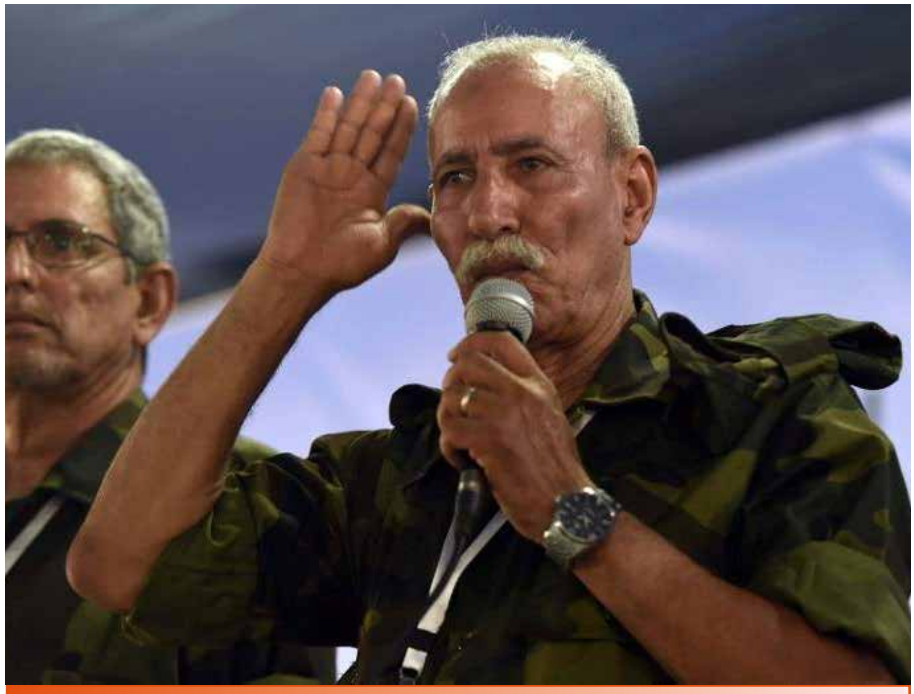

Photo d'illustration du chef du polisario Brahim Ghali, lors d'une allocution

Le juge a décidé de non-recevoir le placement en détention provisoire et le retrait de son passeport, rapporte le quotidien espagnol El País. En effet, lors de son audition du mardi 1er juin, par Visioconférence depuis l'hôpital San Pedro de Logroño en Espagne, "Ghali a nié les crimes qui lui sont attribués, selon des sources légales", précise le quotidien espagnol El País cité par TELQUEL.

Le leader des séparatistes sahraouis fait l'objet de deux plaintes déposées contre lui : l'une de l'activiste Fadel Breica, de nationalité espagnole, qui l'accuse de torture et détention illégale dans les camps de Tindouf en 2019, et l'autre de l'Association sahraouie pour la défense des droits de l'Homme (Asadeh), qui l'accuse de crimes de génocide, de détention illégale et de disparitions.

Selon son avocat, Brahim Ghali "n'a commis aucun acte de torture".

À sa sortie de la première partie de l'audition, l'avocat de l'accusé, Manuel Ollé, a remis en question la solidité des accusations. Pour lui, derrière les chefs d'accusations, se cache "Un motif politique". Pour se justifier dit-il: "Les plaignants ont demandé des mesures conservatoires sans aucune solidité. L'un a demandé la détention provisoire, l'autre le retrait du passeport. C'est comme demander qu'il neige maintenant à Madrid. Le parquet n'a de son côté rien requis et a même salué l'effort fourni par Brahim Ghali pour

La suite à la page 24

La suite de la page 23

répondre à la justice", dans des déclarations reprises par le quotidien espagnol El País et relayées par TELQUEL.

Pour ce faire, Manuel Ollé demande que le dossier de son client soit classé car selon lui : "Le droit pénal a été utilisé pour quelque chose qu'on ne devrait pas utiliser, à savoir pour des fins politiques. Brahim Ghali n'est pas venu se cacher. Il est entré avec son passeport. Il est entré dans un état critique". Sur le déroulement de cette première partie de l'audition, Manuel Ollé se veut optimiste : "Tout s'est très bien passé. Mon client a exprimé son engagement dans la lutte pour la justice et la liberté. Les accusations se sont révélées fausses. Ghali a nié avoir commis des actes de torture contre un citoyen sahraoui quand il était ministre de la Défense. Cette plainte a un motif politique, qui est celui de saper la crédibilité du mouvement sahraoui. Je suis absolument optimiste."

Lucien Dakissaga

XII ème sommet des Chefs d'Etats de l'Autorité du Bassin du Niger Le président Roch Kaboré porté à la tête de l'organisation



Le XII ème sommet des chefs d'Etats de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN) a eu lieu ce jeudi 3 juin 2021. Tenu par visioconférence sous la houlette du président nigérian Muhammadu Buhari, les chefs d'état ont examiné et adopté des dossiers inscrits à leur ordre du jour. Au sortir de ces échanges, le ministre burkinabè de l'eau et de l'assainissement, Ousmane Nacro, a fourni la substance des travaux aux journalistes.

Au menu des échanges de ce XII ème sommet de l'ABN, il y avait l'examen et l'adoption du rapport des

La suite à la page 25

La suite de la page 24



Selon le ministre burkinabè de l'eau, Ousmane Nacro, ce sommet a permis d'examiner et d'adopter cinq résolutions

conseils des ministres tenu à Abuja au Nigéria le 27 mai dernier Outre cela, le sommet avait pour missions aussi de trancher l'équation du Secrétariat exécutif et de désigner le nouveau président de cette organisation. Concernant le rapport du conseil des ministres, celui-ci fut examiné et adopté à l'unanimité des chefs d'Etats, a laissé entendre le ministre burkinabè. Selon lui toujours, «ce rapport comporte des résolutions dont une portant la construction du siège de l'ABN au Niger, une sur l'adoption de la feuille de route, une sur l'adoption du règlement intérieur, sur l'adoption de la mise en route des projets non encore réalisés». A en croire Ousmane Nacro, à l'issue du sommet, la présidence de l'organisation revient au dirigeant burkinabè Roch Kaboré et cela pour un mandat de trois ans. La question liée au Secrétariat exécutif n'a pas été résolue, a confié le ministre. Cependant l'espoir n'est pas encore perdu puisque «il revient au Burkina Faso de programmer le prochain sommet et dire dans quelles conditions, ce Secrétariat pourra être pourvu d'un nouveau leader» a tempéré Ousmane Nacro.

Pour rappel, l'ABN est une organisation transfrontalière composée de neuf Etats dont le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Tchad. Crée dans sa forme ancienne en 1964 à Niamey, l'ABN a pour objectif de promouvoir la coopération entre les pays membres afin d'assurer un développement intégré des ressources.

Abdoul Karim TAPSOBA

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

COVID-19 : La Guinée-Bissau va poursuivre la vaccination qui aurait dû se terminer dimanche



Le secrétaire du Haut-Commissariat de lutte contre la COVID-19 en Guinée-Bissau, Placido Cardoso, a déclaré mardi à Xinhua que la deuxième phase de la campagne de vaccination, qui aurait dû s'achever dimanche, va se poursuivre à Bissau, Biombo et Bafata.»Notre intention est de continuer la vaccination avec d'autres formes, avec la création de brigades qui seront dans différents lieux et services de santé», a déclaré le médecin bissau-guinéen. Selon lui, les techniciens de santé sont davantage formés, de sorte que dès qu'il y aura encore des vaccins, la campagne sera étendue au reste du pays.»Ce n'est qu'avec le vaccin que nous pouvons créer une immunité communautaire, ce qui est souhaité», a-t-il souligné. Interrogé sur l'afflux de personnes vers la deuxième phase de vaccination qui a commencé le 22 mai, le médecin bissau-guinéen a déclaré que c'est «satisfaisant», mais que «ça pourrait être mieux».

Togo : Une mission du FMI démarre des consultations pour un nouvel appui



Des experts du Fonds monétaire international (FMI) séjournent à Lomé où ils ont entamé mardi, des consultations visant à élaborer un nouveau programme de soutien au Togo, appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Selon Togo first , les discussions qui auront lieu en visioconférence, porteront essentiellement sur les comptes macroéconomiques, le secteur réel, les politiques monétaires et financières, la balance des paiements et les finances publiques. A en croire le site d'information, ces nouvelles consultations prévues jusqu'au 17 juin prochain, interviennent alors que le FMI avait déjà annoncé une aide supplémentaire de 240 millions $, environ 130 milliards FCFA, au Togo. C'était en mai dernier, en marge du sommet sur le soutien aux économies africaines à Paris. Sur la période 2018-2020, le Togo avait déjà bénéficié du programme triennal du FMI appuyé par la FEC à hauteur de 244 millions $, soit 131 milliards FCFA.

Kenya : Les exploitants de mini-réseaux thermiques pourront se convertir en distributeurs pour plus de rentabilité



L'autorité de régulation de l'énergie et du pétrole (Epra) envisage de permettre aux exploitants de mini-réseaux au Kenya de devenir des distributeurs électriques. La plupart des mini-réseaux du pays fonctionnent en effet aux hydrocarbures. Si ces nouvelles dispositions sont adoptées, écrit l'Agence ecofin, les exploitants de mini-réseau pourront acquérir de l'énergie auprès de la Kenya Power et la distribuer à leurs clients

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

pour plus de rentabilité. « Un opérateur de mini-réseau peut, en cas d'arrivée d'un réseau principal dans la zone du mini-réseau, demander à l'Autorité de modifier sa licence d'exploitation pour devenir un distributeur achetant de l'énergie en gros et la revendant aux clients avec lesquels il a un accord de distribution », prévoient les dispositions en cours de validation.L'Epra pourrait même autoriser les distributeurs à appliquer un tarif supérieur à celui des consommateurs directement reliés au réseau électrique afin de réaliser des bénéfices. Les autorités kényanes par cette stratégie ambitionnent de rationaliser l'exploitation des mini-réseaux d'une capacité maximale de 1 mégawatt (MW).

Tripoli et Paris discutent de la coordination pour la Conférence de «Berlin II» sur la Libye



Le Premier ministre libyen, Abdulhamid Dbeibeh et le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, ont discuté mardi, de la coordination entre leurs pays respectifs, concernant la Conférence de « Berlin II » sur la Libye, prévue le 23 juin prochain. C'est ce qui ressort de la rencontre entre Le Drian et Dbeibeh, arrivé en France, à la tête d'une délégation gouvernementale en visite d'une durée indéterminée, selon un communiqué du bureau des médias du gouvernement libyen.« Les deux parties ont discuté lors de cette rencontre de la coordination conjointe pour la Conférence de Berlin II, ainsi que des prochaines réunions du Conseil de sécurité, lequel, sera présidé par la France », indique le communiqué. Le ministère allemand des Affaires étrangères a fait savoir par voie de communiqué, que Berlin accueillera une nouvelle série de pourparlers de paix libyens, le 23 juin, pour discuter des moyens de stabiliser le pays, des préparatifs pour les élections prévues le 24 décembre prochain, ainsi que du départ des combattants et mercenaires étrangers des territoires libyens.

Le Burundi rouvre sa frontière avec la RDC



Le Burundi a rouvert mardi sa frontière avec la République démocratique du Congo au poste de Gatumba, fermé en mars 2020 en raison de la pandémie de coronavirus.La reprise du trafic se déroule, assurent les autorités burundaises sur fond de contrôle sanitaire renforcé.»Tous les cas qui arrivent sont passés au crible, il n'y a donc aucun risque, mais en ce qui concerne la quarantaine à l'aéroport international de Bujumbura, nous avons émis des recommandations qui ont été soumises à la Haute Autorité. Nous attendons la réponse.», a déclaré à Africa News Thaddée Ndikumana, ministre burundais de la santé. Cette nouvelle donne permet la reprise des échanges commerciaux entre les populations des deux pays. «Cela fait un an et trois mois que nous sommes bloqués pour quitter la RDC, car les frontières ont été

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

fermées alors que nous étions en visite familiale à Uvira. Comme cela fait longtemps, certains titres de séjour ont expiré et d'autres ont été perdus. «, a déclaré Chantal Nsabimana, Burundaise de retour chez elle après avoir été bloquée en RDC.

Tunisie: Kais Saied décore Cho Koo-Rae des insignes de Grand officier de l'Ordre de la République



Le président de la République Kaïs Saïed a reçu, mardi 01 juin 2021, au Palais de Carthage, l'ambassadeur de Corée du Sud en Tunisie Cho Koo-Rae, dans le cadre de la fin de la mission de ce dernier. Il a, à cette occasion, décoré l'ambassadeur de Sud Coréen de l'insigne de Grand officier de l'Ordre de la République en reconnaissance de ses efforts dans le renforcement des relations de coopération et d'amitié entre la Tunisie et la Corée du Sud dans différents domaines, rapporte l'Economiste Maghrébin

RDC : La société civile du Sud-Kivu se mobilise suite à des propos tenu par le président Rwandais, Paul Kagame



Des centaines de personnes ont manifesté mardi 01 juin 2021 à Bukavu, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) en réaction des «propos négationnistes» tenus, selon eux, par le président rwandais Paul Kagame concernant les crimes commis en RDC, rapporte Congo Actu.

Selon notre source , les organisations de la société civile exigent du président Paul Kagame, des excuses au peuple congolais, en référence à une récente interview controversée du président rwandais en réaction au rapport Mapping de l'ONU publié en 2010 et qui répertorie plus de 600 violations graves des droits humains commises en RDC entre 1993 et 2003. Ces organisations estiment que "Il n'y a pas de petit et grand génocide. Il y a eu des crimes graves au Rwanda en 1994 et tout le monde est d'accord, mais il y en a eu aussi en RDC depuis 1993 jusqu'à aujourd'hui. Tous méritent justice et réparation", a déclaré dans un communiqué la société civile locale, organisatrice de la manifestation. Cette structure dénonce notamment la montée des "lobbies négationnistes et des propos méprisants" qui s'activent pour "nier les évidences contenues dans le rapport Mapping".

Aussi, les manifestants fustigent le dénigrement du prix Nobel de la paix 2018, le docteur Denis Mukwege, par Paul Kagame, et ont lancé un appel à l'endroit des Pays voisins de la RDC à soutenir leur démarche, ajoute RFI.fr

Cameroun: Les Etats-Unis offrent 54 milliards de FCFA au pays pour la lutte contre le Sida et le paludisme



Le Cameroun va bénéficier d'un appui financier de près de 54 milliards de FCFA de la part des Etats-Unis

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

d'Amérique, dans la but de contribuer au renforcement de la lutte contre le paludisme et le Sida, deux maladies qui déciment encore les habitants du Cameroun, nous apprend Actu Cameroun.

Pour matérialiser cette donation, le ministre des Finances, Louis Paul Motaze et la chargée des Affaires à l'ambassade américaine au Cameroun, Vernelle Trim Fitzpatrick , ont signé mardi 01 juin 2021, une convention de partenariat entre Washington et Yaoundé. Il est à noter qu'en 2019, le Cameroun enregistrait 540 000 personnes vivant avec le VIH, soit un pourcentage de 3,6% chez les adultes (entre 15 et 49 ans), et qu'en 2020, 4121 personnes y sont décédées de paludisme, pour aller dans le sens du ministre de la Santé, précise Actu Cameroun.

Bénin : les effets secondaires du vaccin du covid-19 sont pris en charge gratuitement



La campagne de vaccination contre la Covid-19 débutée au Bénin le 29 mars dernier se poursuit. Il arrive cependant que certaines personnes se plaignent des effets secondaires du vaccin. Celles-ci pourront bénéficier de soins gratuits, a informé le ministre de la santé Benjamin Hounkpatin. « En cas de manifestation d'effets indésirables, il y a des hôpitaux qui sont identifiés notamment le CNHU à Cotonou. Quand vous avez un effet indésirable vous allez au CNHU et automatiquement vous êtes soignés totalement et gratuitement », a-t-il expliqué au micro de la radio nationale le 1er juin, selon le site La Nouvelle tribune.

Ouganda/Attaque contre le véhicule du ministre des Transports: sa fille et son chauffeur tués



Le convoi du ministre ougandais des Transports et ancien Commandant de l'armée, le Général Katumba Wamala, a été attaqué, ce mardi matin, par des hommes armés. La fille du ministre et son chauffeur ont été tués dans l'assaut, selon la presse locale. Quatre assaillants à motocyclettes ont ouvert le feu sur un véhicule transportant le Général Katumba Wamala, ministre des Travaux publics et des Transports, dans la banlieue de Kampala, à Kiasasi, a rapporté la chaîne de télévision locale NBS, selon le site béninwebtv.com. Le ministre était en route pour l'enterrement de leur proche parent à Najjanankumbi, le long de la route d'Entebbe, au moment de l'attaque.

Madagascar : plus de 100 enseignants malgaches sont morts de la Covid-19



Les enseignants malgaches manquent d'information et de matériel de protection ! C'est le constat de la Confédération nationale syndicale (SEMPAMA) qui comptabilise au moins cent instituteurs et professeurs décédés de la Covid-19 depuis le début de la crise sanitaire sur la Grande île, a rapporté le média Francetvinfo, le 1er juin. Face à ce constat, la Confédération a acheté 90 pulvérisateurs, 270

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

dispositifs de lavage de mains (DLM), 90 bottes, 90 combinaisons et 4 700 cache-bouches. Ils seront distribués, dans un premier temps, dans 30 écoles des régions de Boeny, Analamanga et Alaotra Mangoro. Rapidement, ces dons vont s'étendre à 90 établissements scolaires.

L'Union africaine appelée à sortir de l'impasse du Parlement panafricain



Les membres du Parlement panafricain (PAP) ont déclaré qu'il était urgent que l'Union africaine (UA) intervienne et clarifie le processus de vote litigieux lorsqu'il s'agit d'élire les dirigeants. La procédure a été suspendue mardi pour la troisième fois après que les délégués se sont affrontés au sujet du processus d'élection d'un nouveau président. Les régions de l'Afrique de l'Ouest et du Sud se disputaient pour savoir si la présidence devait se déplacer dans les différents blocs du continent par rotation.

Le chef de l'OMS soutient le «traité sur la pandémie» pour contrer les futures épidémies



Le chef de l'Organisation mondiale de la santé a appelé à lancer rapidement des négociations mondiales pour convenir d'un traité international sur la préparation à une pandémie, dans le cadre des réformes radicales envisagées par les États membres. Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, a déclaré lundi lors de son assemblée ministérielle annuelle que l'agence des Nations Unies pour la santé était confrontée à un «sérieux défi» pour maintenir sa réponse COVID-19 au niveau actuel et nécessitait un financement durable et flexible.

Le Mozambique parmi les quatre premiers pays présentant des taux élevés d'infection à VIH - rapport AIM



Le ministre mozambicain de la Santé, Armindo Tiago, a déclaré lundi que le pays se classe en quatrième position sur la liste des pays ayant des taux élevés d'infections par le VIH, avec un taux moyen national de nouvelles infections estimé à 364 cas par jour. S'adressant à Maputo au lancement de la deuxième étude sur l'indice de stigmatisation au Mozambique, qui sera menée en partenariat avec l'agence ONUSIDA, Tiago a déclaré que les seuls pays ayant des taux d'infection plus élevés que le Mozambique sont l'Afrique du Sud, le Nigéria et la Russie. « La situation actuelle pose un défi continu et permanent et nous pousse également à prendre des mesures coordonnées et décisives pour réduire le nombre de nouvelles infections et améliorer le niveau de vie des personnes infectées et affectées », a-t-il déclaré.

RCA : les Nations Unies appellent la communauté internationale à faire plus pour aider le pays



Comme chaque semaine, le bureau de la coordination

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

des affaires humanitaires, OCHA, a publié son rapport de situation sur la République Centrafricaine. Ce dernier rapport souligne que plus d'un mois après que des pluies torrentielles se soient déversées sur le pays détruisant des pylônes électriques et plongeant la capitale dans le noir, la situation n'est pas du tout revenue à la normale.En plus de cela, le pays doit affronter depuis deux mois la deuxième vague du COVID 19. Dans ce contexte, les Nations Unies appellent la communauté internationale à financer un plan de soutien humanitaire d'urgence de près de 450 millions de dollars. Malheureusement, à ce stade seulement un petit tiers, 135 millions, ont été promis.

Des journalistes somaliens lancent un «laboratoire de désinformation» pour lutter contre la propagation de fausses informations



La Fédération des journalistes somaliens a lancé une campagne pour lutter contre la diffusion de fausses informations, de fausses nouvelles, de discours de haine et de propagande. La fédération affirme que la Somalie connaît déjà un énorme pic de campagnes de désinformation sur les réseaux sociaux avant les élections attendues avant la fin juillet. Le conflit interne chronique et l'instabilité politique du pays ont fait de la Somalie un terrain fertile pour la propagation de la désinformation. Le nombre croissant de jeunes Somaliens qui se connectent et partagent des informations sur les plateformes de médias sociaux est devenu une cible de choix pour cette vague de fausses nouvelles.

Le Soudan sollicite le soutien du Niger au sujet de son différend frontalier avec l'Éthiopie



Selon l'Agence Anadolu, la ministre soudanaise des Affaires étrangères, Mariam Ali Mansoura Al Sadiq Al Mahdi, a demandé, mardi, l'intervention du Niger dans le conflit frontalier qui oppose le Soudan à son voisin l'Éthiopie, notamment par rapport au «barrage de la Renaissance». Elle a formulé cette demande lors d'une rencontre avec le Président nigérien, Mohamed Bazoum, dans la capitale nigérienne Niamey. Le site officiel de la présidence nigérienne rapporte que les deux personnalités ont échangé sur les très bonnes relations entre le Niger et le Soudan et certains problèmes internationaux qui concernent l'Afrique, la sécurité et la stabilité de la région de la Corne de l'Afrique notamment la question du barrage éthiopien. La visite de la ministre soudanaise des Affaires étrangères intervient quelques semaines après celle effectuée en début du mois de mai par la présidente éthiopienne Sahle Work Zewde au Niger. Lors d'une rencontre avec son homologue nigérien, Mohamed Bazoum, la présidente éthiopienne a aussi évoqué la question du barrage de la Renaissance.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Un youtubeur très critique du gouvernement arrêté



RFI rapporte que le youtubeur Aimable Karasira, ancien professeur d'université récemment remercié, est accusé de négationnisme du génocide des Tutsis et le Bureau des Enquêtes rwandais a annoncé son interpellation lundi soir sur Twitter. Sur sa chaîne YouTube aux 62 000 abonnés, Aimable Karasira critique le gouvernement rwandais depuis des mois et tient des propos très controversés. Il parle régulièrement du génocide des Tutsis et de crimes du Front patriotique rwandais, aujourd'hui au pouvoir. En février dernier, Yvonne Idamange, une youtubeuse qui critiquait les mesures prises par le gouvernement contre le coronavirus et qui assurait, à tort, que le président Paul Kagame était mort avait, elle aussi, été arrêtée. Alors que de plus en plus de rwandais utilisent les réseaux sociaux pour s'exprimer, au moins six journalistes ou commentateurs sur internet ont été détenus, arrêtés ou poursuivis en justice ces deux dernières années.

Ile Maurice: Un policier arrêté pour culture de cannabis



En Ile Maurice, le 1er juin, un policier a été arrêté pour culture de cannabis alors qu'il était sous le coup d'une suspension. Selon Défi Média, c'est lors d'une perquisition à son domicile à Brisée-Verdière que 23 plants de cannabis mesurant entre 9 et 15 centimètres ont été découverts. Le constable de 39 ans est détenu au poste de police de Chemin Grenier après sa comparution devant la justice.

Maroc: Le ministère des Habous annonce le calendrier de réouverture des mosquées fermées



Le ministère des Habous et des Affaires islamiques a annoncé mardi le calendrier de réouverture des mosquées fermées.

Selon Le Matin, c'est suite à une autorisation du Roi Mohammed VI, que Amir Al-Mouminine,, ministre des Habous et des affaires islamiques procédera à l'ouverture progressive des mosquées. Le Roi Mohammed VI a réitère ses instructions aux ministres chargés de l'Intérieur et des Affaires étrangères afin que la question des mineurs marocains non accompagnés, se trouvant en situation irrégulière dans certains pays européens, soit définitivement réglée. En effet, selon L'Économiste dans un communiqué, les deux départements, rappellent que le Souverain

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

« avait souligné, à plusieurs reprises, y compris à des Chefs d'Etat étrangers, l'engagement clair et ferme du Royaume du Maroc à accepter le retour des mineurs non accompagnés dûment identifiés ». A cet égard, selon notre source, des mécanismes de coopération ont été mis en place avec certains pays, notamment la France et l'Espagne et qui ont abouti au retour au Maroc de plusieurs dizaines de mineurs, précise le communiqué.

Maroc/Espagne: L'Union européenne demande l'apaisement des tensions



L'Union européenne est intervenue ce 1er juin entre le Maroc et l'Espagne pour tenter d'apaiser les tensions, rapporte l'agence espagnole Europa Press, citée par TELQUEL.

La commission européenne demande à l'Espagne et au Maroc de résoudre la crise diplomatique, soulignant "les liens profonds" existant entre les deux nations qui devraient contribuer à apaiser les tensions "après l'arrivée massive de migrants à Sebta il y a deux semaine" sans pour autant évoquer le dossier du Sahara ou L'affaire Brahim Ghali, chef du Polisario, a indiqué le journal TELQUEL.

Maroc: Mohammed VI veut un règlement définitif des mineurs non accompagnés marocains à l'étranger



Lors d'une conférence de presse, la porte-parole des Affaires étrangères de la Commission, Nabila Massrali a indiqué que la solution à la crise diplomatique devait être trouvée bilatéralement entre Madrid et Rabat.

Selon ZimEye, un prisonnier ayant bénéficié de l'amnistie présidentielle alors incarcéré dans la prison de WhaWha à Gweru a tué un homme qu'il accuse d'avoir des relations extraconjugale avec sa femme lorsqu'il était en prison.

Zimbabwe: Un prisonnier libéré exécute l'amant de sa femme



Le porte-parole de la police provinciale des Midlands a déclaré que la police recherchait maintenant l'ancien prisonnier, Tinashe Taruva du village 1 Musena Mvuma pour meurtre après qu'il aurait fait équipe dimanche soir avec un ami et agressé mortellement Shepherd Chibunda pour une prétendue liaison extraconjugale avec sa femme alors qu'il purgeait une peine de prison.

Le Quotidien Numérique d'Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA
-Abdoul Karim TAPSOBA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money